

No. 36282

---

**Belgium (on behalf of Belgium and Luxembourg in the name  
of the Belgo-Luxembourg Economic Union)  
and  
Viet Nam**

**Agreement between the Belgo-Luxembourg Economic Union and the Socialist  
Republic of Viet Nam on the reciprocal promotion and protection of investments.  
Hanoi, 24 January 1991**

*Entry into force: 11 June 1999 by the exchange of instruments of ratification, in  
accordance with article 14*

*Authentic texts: French, Dutch and Vietnamese*

**Registration with the Secretariat of the United Nations: Belgium, 1 December 1999**

---

**Belgique (agissant pour la Belgique et le Luxembourg, au  
nom de l'Union économique belgo-luxembourgeoise)  
et  
Viet Nam**

**Accord entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et la République socialiste  
du Vietnam concernant l'enconragement et la protection réciproques des  
investissements. Hanoi, 24 janvier 1991**

*Entrée en vigueur : 11 juin 1999 par échange des instruments de ratification,  
conformément à l'article 14*

*Textes authentiques : français, néerlandais et vietnamien*

**Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies : Belgique, 1er décembre  
1999**

[ FRENCH TEXT — TEXTE FRANÇAIS ]

ACCORD ENTRE L'UNION ECONOMIQUE BELGE-LUXEMBOURGEOIS  
ET LA RÉPUBLIQUE SOCIALISTE DU VIETNAM, CONCERNANT  
L'ENCOURAGEMENT ET LA PROTECTION RÉCIPROQUES DES  
INVESTISSEMENTS

Le Gouvernement du Royaume de Belgique,  
agissant tant en son nom qu'en celui du Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'accords existants,  
et

Le Gouvernement de la République Socialiste du Vietnam,

Désireux de renforcer leur coopération économique en créant des conditions favorables à la réalisation d'investissements par des ressortissants de l'une des Parties contractantes sur le territoire de l'autre Partie contractante,

Sont convenus de ce qui suit :

*Article 1. Définitions*

Pour l'application du présent Accord :

1. le terme "investisseurs" désigne :

a) les "nationaux", c'est-à-dire, toute personnes physique qui, selon la législation des Etats contractantes, est considérée comme citoyen de la Belgique, du Luxembourg ou du Vietnam;

b) les "sociétés", c'est-à-dire, toute personne morale constituée conformément à la législation belge, luxembourgeoise ou vietnamienne et ayant son siège social sur le territoire de la Belgique, du Luxembourg ou du Vietnam.

2. Le terme "investissements" désigne tout élément d'actif quelconque et tout apport direct ou indirect en numéraire, en nature ou en services, investi ou l'investi dans tout secteur d'activité économique, quel qu'il soit.

Sont considérés, mais non exclusivement, comme des investissements au sens du présent Accord :

a) les biens meubles et immeubles ainsi que tous autres droit réels tels que hypothèques, privilèges, gages, usufruit et droits analogues;

b) les actions, parts sociales et toutes autres formes de participations, même minoritaires ou indirectes, aux sociétés constituées sur le territoire de l'une des Parties contractantes;

c) les obligations, créances et droits à toutes prestations ayant une valeur économique;

d) les droits d'auteur, les droits de propriété industrielle, les procédés techniques, les noms déposés et le fonds de commerce;

e) les concessions de droit public ou contractuelles, notamment celles relatives à la prospection, la culture, l'extraction ou l'exploitation de ressources naturelles.

Aucune modification de la forme juridique dans laquelle les avoirs et capitaux ont été investis ou réinvestis n'affecte leur qualification d'investissements au sens du présent Accord.

3. Le terme "revenus" désigne les sommes produites par un investissement et notamment, mais non exclusivement, les bénéfices, intérêts, accroissements de capital, dividendes, royalties ou indemnités.

#### *Article 2. Promotion des Investissements*

1. Chacune des Parties contractantes encourage les investissements sur son territoire par des investisseurs de l'autre Partie contractante et admet ces investissements en conformité de sa législation.

2. En particulier, chaque Partie contractante autorisera la conclusion et l'exécution de contrats de licence et de conventions d'assistance commerciale, administrative ou technique, pour autant que ces activités aient un rapport les investissements.

#### *Article 3. Protection des Investissements*

1. Tous les investissements, directs ou indirects, effectués par des investisseurs de l'une des Parties contractantes, jouissent, sur le territoire de l'autre Partie contractante, d'un traitement juste et équitable.

2. Sous réserve des mesures nécessaires au maintien de l'ordre public, ces investissements jouissent d'une sécurité et d'une protection constantes, excluant toute mesure injustifiée ou discriminatoire qui pourrait entraver, en droit ou en fait, leur gestion, leur utilisation, leur entretien, leur jouissance ou leur liquidation.

3. Le traitement et la protection définies aux paragraphes 1 et 2 sont au moins égaux à ceux dont jouissent les investisseurs d'un Etat tiers et ne sont, en aucun cas, moins favorables que ceux reconnus par le droit international.

4. Toutefois, ce traitement et cette protection ne s'étendent pas aux privilèges qu'en Partie contractante accorde aux investisseurs d'un Etat tiers, en vertu de sa participation ou de son association à une zone de libre change, une union douanière, un marché commun ou toute autre forme d'organisations économiques régionales.

#### *Article 4. Mesures privatives et restrictives de propriété*

1. Chacune des Parties contractantes s'engage à ne prendre aucune mesure d'expropriation ou de nationalisation ni aucune autre mesure dont l'effet est de déposséder directement ou indirectement les investisseurs de l'autre Partie contractante des investissements qui leur appartiennent sur son territoire.

2. Si des impératifs d'utilité publique, de sécurité ou d'intérêt national justifient une dérogation au paragraphe 1, les conditions suivantes doivent être remplies :

- a) les mesures sont prises selon une procédure légale;
- b) elles ne sont ni discriminatoires, ni contraires à un engagement spécifique;
- c) elles sont assorties de dispositions prévoyant le paiement d'une indemnité adéquate et effective.

3. Le montant des indemnités correspondra à la valeur réelle des investissements concernés à la veille du jour où les mesures ont été prises ou rendues publiques.

Les indemnités sont réglées dans la monnaie de l'Etat auquel appartient l'investisseur ou en toute autre monnaie convertible. Elles seront versées sans délai et librement transférables. Elles porteront intérêt au taux commercial normal depuis la date de leur fixation jusqu'à celle de leur paiement.

4. Pour les matières réglées par le présent article, chaque Partie contractante accordera aux investisseurs de l'autre Partie un traitement au moins égal à celui qu'elle réserve sur son territoire aux investisseurs de la nation la plus favorisée. Ce traitement ne sera en aucun cas moins favorable que celui reconnu par le droit international.

#### *Article 5. Transferts*

1. Chaque Partie contractante, sur le territoire de laquelle des investissements ont été effectués par des investisseurs de l'autre Partie contractante, accorde à ces investisseurs le libre transfert de leurs avoirs liquides et notamment :

- a) des revenus des investissements y compris les bénéfices, intérêts, revenus de capital, dividendes, royalties;
- b) des sommes nécessaires au remboursement d'emprunts régulièrement contractés;
- c) du produit des recouvrements de créances, de la liquidation totale ou partielle des investissements, en incluant les plus-values ou augmentations du capital investi;
- d) des indemnités payées en exécution de l'article 4;
- e) des redevances et autres paiements découlant des droit de licence et de l'assistance commerciale, administrative ou technique.

2. Les nationaux de chacune des Parties contractantes autorisés à travailler au titre d'un investissement agréé sur le territoire de l'autre Partie contractante, sont également autorisés à transférer dans leur pays d'origine une quotité appropriée de leur rémunération.

3. Chacune des Parties contractantes délivrera les autorisations nécessaires pour assurer sans délai l'exécution des transferts et ce, sans autres charges que les taxes et frais usuels.

Les garanties prévues par le présent article sont au moins égales à celles accordées en des cas analogues aux investisseurs de la nation la plus favorisée.

#### *Article 6. Taux de change*

1. Les transferts visés aux articles 4 et 5 du présent Accord sont effectués aux taux de change applicables à la date de ceux-ci et en vertu de la réglementation des changes en vigueur dans l'Etat sur le territoire duquel l'investissement a été effectué.

2. Ces taux ne seront en aucun cas moins favorables que ceux accordés aux investisseurs de la nation la plus favorisée, notamment en vertu d'engagements spécifiques, prévus dans les accords ou arrangements quelconques conclus en matière de protection des investissements.

3. Dans tous les cas, les taux appliqués seront justes et équitables.

#### *Article 7. Subrogation*

Si l'une des Parties contractantes ou un organisme public de celle-ci paie des indemnités à ses propres investisseurs en vertu d'une garantie donnée pour un investissement, l'autre Partie contractante reconnaît que les droits des investisseurs indemnisés ont été transférés à la Partie contractante ou à l'organisme public concerné, en sa qualité d'assureur.

Au même titre que les investisseurs, et dans les limites des droits ainsi transférés, l'assureur peut, par voie de subrogation, exercer et faire valoir les droits desdites investisseurs et les revendications y relatives.

La subrogation des droits s'étend également aux droits à transfert et à arbitrage visés aux articles 5 et 10.

Ces droits et actions peuvent être exercés par l'assureur dans les limites de la quotité du risque couverte par le contrat de garantie, et par l'investisseur bénéficiaire de la garantie, dans les limites de la quotité du risque non couverte par le contrat.

2. En ce qui concerne les droits transférés, l'autre Partie contractante peut faire valoir à l'égard de l'assureur, subrogé dans les droits des investisseurs indemnisés, les obligations qui incombent légalement ou contractuellement à ces derniers.

#### *Article 8. Règles applicables*

Lorsqu'une question relative aux investissements est régie à la fois par le présent Accord et par la législation nationale de l'une des Parties contractantes ou par des conventions internationales existantes ou souscrites par les Parties dans l'avenir, les investisseurs de l'autre Partie contractante peuvent se prévaloir des dispositions qui leur sont les plus favorables.

#### *Article 9. Accords particuliers*

1. Les investissements ayant fait l'objet d'un accord particulier entre l'une des Parties contractantes et des investisseurs de l'autre Partie seront régis par les dispositions du présent Accord et par celles de cet accord particulier.

2. Chacune des Parties contractantes assure à tout moment le respect des engagements qu'elle aura pris envers les investisseurs de l'autre Partie contractante.

*Article 10. Règlement de différends relatifs aux investissements*

1. Tout différend relatif aux investissements, entre un investisseur de l'une des Parties contractantes et l'autre Partie contractante, fait l'objet d'une notification écrite, accompagnée d'un aide-mémoire suffisamment détaillé, de la part de la partie la plus diligente.

Dans la mesure du possible, ce différend est réglé à l'amiable entre les parties au différend et à défaut, par la conciliation entre les Parties contractantes par la voie diplomatique.

2. A défaut de règlement amiable par arrangement direct entre les parties au différend ou par conciliation par la voie diplomatique dans les six mois à compter de sa notification, le différend est soumis, à l'exclusion de tout autre recours juridique, à l'arbitrage international.

A cette fin, chacune des Parties contractantes donne son consentement anticipé et irrévocable à ce que tout différend soit soumis à cet arbitrage. Ce consentement implique qu'elles renoncent à exiger l'épuisement des recours administratifs ou judiciaires internes.

3. En cas de recours à l'arbitrage international, le différend est soumis à la demande de l'une ou l'autre partie au différend, à l'arbitrage du Centre international pour le Règlement des Différends relatifs aux Investissements (C.I.R.D.I.), créé par "la Convention pour le règlement des différends relatifs aux investissements entre Etats et ressortissants d'autres Etats", ouverte à la signature à Washington, le 18 mars 1965, lorsque chaque Etat partie au présent Accord sera membre de celle-ci. Aussi longtemps que cette condition n'est pas remplie, chacune des Parties contractantes consent à ce que le différend soit soumis à l'arbitrage conformément au règlement du Mécanisme supplémentaire du CIRDI.

4. Aucune des Parties contractantes, partie à un différend, ne soulèvera d'objection, à aucun stade de la procédure d'arbitrage ni de l'exécution d'une sentence d'arbitrage, du fait que l'investisseur, partie adverse au différend, aurait perçu une indemnité couvrant tout ou partie de ses pertes en exécution d'une police d'assurance ou de la garantie prévue à l'article 7 du présent Accord.

5. Le tribunal arbitral statuera sur base du droit national de la Partie contractante partie au litige sur le territoire de laquelle l'investissement est situé, y compris les règles relatives aux conflits de lois, des dispositions du présent Accord, des termes de l'accord particulier qui serait intervenu au sujet de l'investissement, ainsi que des principes de droit international.

6. Les sentences d'arbitrage sont définitives et obligatoires pour les parties au différend. Chaque Partie contractante s'engage à exécuter les sentences en conformité de sa législation nationale.

*Article 11. Nation la plus favorisée*

Pour toutes les questions relatives au traitement des investissements, les investisseurs de chacune des Parties contractantes bénéficient, sur le territoire de l'autre Partie, du traitement de la nation la plus favorisée.

*Article 12. Différends d'interprétation ou d'application  
entre les Parties contractantes*

1. Tout différend relatif à l'interprétation ou à l'application du présent Accord doit être réglé, si possible, par la voie diplomatique.

2. A défaut de règlement par la voie diplomatique, le différend est soumis à une commission mixte, composée de représentants des deux Parties; celle-ci se réunit à la demande de la Partie la plus diligente et sans délai injustifié.

3. Si la commission mixte ne peut régler le différend, celui-ci sera soumis à la demande de l'une ou l'autre des Parties contractantes, à une procédure d'arbitrage mise en oeuvre, pour chaque cas particulier, de la manière suivante :

Chaque Partie contractante désignera un arbitre dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle l'une des Parties contractantes a fait part à l'autre de son intention de soumettre le différend à arbitrage. Dans les deux mois suivant leur désignation, les deux arbitres désignent d'un commun accord un ressortissant d'un Etat tiers qui sera président du collège des arbitres.

Si ces délais n'ont pas été observés, l'une ou l'autre Partie contractante invitera le président de la Cour Internationale de Justice à procéder à la nomination de l'arbitre ou des arbitres non désignés.

Si le Président de la Cour Internationale de Justice est ressortissant de l'une ou l'autre Partie contractante ou d'un Etat avec lequel l'une ou l'autre Partie contractante n'entretient pas de relations diplomatiques, ou si, pour une autre raison, il est empêché d'exercer cette fonction, le vice-président de la Cour Internationale de Justice sera invité à procéder à cette nomination.

4. Le collège ainsi constitué fixera ses propres règles de procédure. Ses décisions seront prises à la majorité des voix; elles seront définitives et obligatoires pour les Parties contractantes.

5. Chaque Partie contractante supportera les frais liés à la désignation de son arbitre. Les débours inhérents à la désignation du troisième arbitre et les frais de fonctionnement du collège seront supportés, à parts égales, par les Parties contractantes.

*Article 13. Investissements antérieur*

Le présent Accord s'applique également aux investissements effectués, avant son entrée en vigueur, par les investisseurs de l'une des Parties contractantes sur le territoire de l'autre Partie contractante en conformité de ses lois et règlements. Toutefois, il ne s'applique pas aux investissements antérieurs au 30 avril 1975.

*Article 14. Entre en vigueur et durée*

1. Le présent Accord entrera en vigueur un mois à compter de la date à laquelle les Parties contractantes auront échangé leurs instruments de ratification.

Il reste en vigueur pour une période de dix ans.

A moins que l'une des Parties contractantes ne le dénonce au moins six mois avant l'expiration de sa période de validité, il est chaque fois reconduit tacitement pour une nouvelle période de dix ans, chaque Partie contractante se réservant le droit de le dénoncer par une notification introduite au moins six mois avant la date d'expiration de la période de validité en cours.

2. Les investissements effectués antérieurement à la date d'expiration du présent Accord lui restent soumis pour une période de dix ans à compter de cette date.

En Foi de Quoi, les représentants soussignés, dûment autorisés par leurs Gouvernements respectifs, ont signé le présent Accord.

Fait à Hanoi, le 24 janvier de l'an mil neuf cent nonante et un, en double original en langues française, néerlandaise et vietnamienne. En cas de divergence entre les textes, le texte en langue française fera foi.

Pour l'Union Economique belge-luxembourgeoise :

ROBERT URBAIN,  
Ministre du Commerce Extérieur

Pour le Gouvernement de la République Socialiste du Viêt-nam :

VO DONG GIANG  
Ministre  
Vice-Président du Comité d'Etat  
de la Coopération et des Investissements.



[ DUTCH TEXT — TEXTE NÉERLANDAIS ]

OVEREENKOMST  
TUSSEN DE BELGISCH-LUXEMBURGSE ECONOMISCHE UNIE  
EN  
DE SOCIALISTISCHE REPUBLIEK VIETNAM  
INZAKE DE WEDERZIJDSE BEVORDERING  
EN  
BESCHERMING VAN INVESTERINGEN

DE REGERING VAN HET KONINKRIJK BELGIE ,  
krachtens bestaande overeenkomsten mede uit naam van de  
Regering van het Groothertogdom Luxemburg,

en

DE REGERING VAN DE SOCIALISTISCHE REPUBLIEK VIETNAM

VERLANGEND hun economische samenwerking te ontwikkelen door  
gunstige voorwaarden te scheppen voor de verwezenlijking  
van investeringen door investeerders van een  
Overeenkomstsluitende Partij op het grondgebied  
van de andere Overeenkomstsluitende Partij

ZIJN OVEREENGEKOMEN ALS VOLGT :

ARTIKEL 1.

DEFINITIES.

Voor de toepassing van deze Overeenkomst,

1. betekent het begrip "investeerders" :

- a) de "onderdanen", dit wil zeggen elk natuurlijk persoon die volgens de wetgeving van de Overeenkomstsluitende Staten onderdaan is van België , van Luxemburg of van Vietnam;
- b) de "vennootschappen", dit wil zeggen elke rechtspersoon die is opgericht overeenkomstig de Belgische, Luxemburgse of Vietnamese wetgeving en die zijn maatschappelijke zetel heeft op het grondgebied van België , van Luxemburg of van Vietnam.

2. betekent het begrip "investeringen" om het even welke vorm van activa en elke rechtstreekse of onrechtstreekse inbreng in speciën, in natura of in werk, die worden belegd of herbelegd in om het even welke economische sector.

Als investeringen in de zin van deze Overeenkomst gelden namelijk, maar niet uitsluitend :

- a) de roerende en onroerende goederen alsook alle andere zakelijke rechten, zoals hypotheken, voorrechten, panden, vruchtgebruik en gelijkaardige rechten ;
- b) de aandelen, deelbewijzen en alle andere vormen van deelneming, zelfs minoritair of onrechtstreeks, in vennootschappen die zijn opgericht op het grondgebied van een Overeenkomstsluitende Partij ;

- c) de obligaties, vorderingen en rechten op enige prestatie met economische waarde ;
- d) de auteursrechten, rechten van industriële eigendom, technische procédés, gedeponeerde namen en handelsfondsen ;
- e) de publiekrechtelijke of contractuele concessies, waaronder die op het gebied van de prospectie, de teelt, de ontginning of winning van natuurlijke rijkdommen.

Veranderingen van de juridische vorm waarin de tegoeden en kapitalen werden geïnvesteerd brengen hun kwalificatie als "investering" als bedoeld in deze Overeenkomst niet in het gedrang.

3. betekent het begrip "inkomsten" de bedragen die voortvloeien uit een investering, en namelijk maar niet uitsluitend, de winsten, intresten, kapitaalaangroei, dividenden, royalties of vergoedingen.

ARTIKEL 2.

BEVORDERING VAN DE INVESTERINGEN.

1. Elke Overeenkomstsluitende Partij moedigt de investeringen op haar grondgebied door investeerders van de andere Overeenkomstsluitende Partij aan en laat die investeringen toe in overeenstemming met haar wetgeving.
2. Elke Overeenkomstsluitende Partij laat in het bijzonder het sluiten en uitvoeren toe van licentiekontrakten en van akkoorden inzake commerciële, administratieve of technische bijstand, voor zover die activiteiten verband houden met investeringen.

ARTIKEL 3.

BESCHERMING VAN DE INVESTERINGEN.

1. Alle rechtstreeks en onrechtstreekse investeringen door investeerders van een Overeenkomstsluitende Partij genieten op het grondgebied van de andere Overeenkomstsluitende Partij een billijke en rechtvaardige behandeling.
2. Tenzij maatregelen nodig zijn ter handhaving van de openbare orde, genieten die investeringen een voortdurende zekerheid en bescherming, met uitsluiting van elke ongerechtvaardigde of discriminatoire maatregel die, in rechte of in feite, het beheer, het gebruik, de instandhouding, het genot of de vereffening ervan zou kunnen belemmeren.
3. De in de paragrafen 1 en 2 omschreven behandeling en bescherming zijn ten minste gelijk aan die welke de investeerders van een derde Staat genieten en mogen in geen geval minder gunstig zijn dan die welke het internationaal recht waarborgt.
4. Die behandeling en bescherming strakken zich evenwel niet uit tot de voorrechten die een Overeenkomstsluitende Partij toekent aan investeerders van een derde Staat, op grond van haar lidmaatschap van of associatie met een vrijhandelszone, een douane-unie, een gemeenschappelijke markt of een internationale economische organisatie van enige andere aard.

ARTIKEL 4.

EIGENDOMBEROVENDE OF -BEPERKENDE MAATREGELEN.

1. Elke Overeenkomstsluitende Partij verbindt zich ertoe geen enkele maatregel tot onteigening of nationalisatie te treffen, noch enige andere maatregel die tot gevolg zou hebben dat aan de investeerders van de andere Overeenkomstsluitende Partij rechtstreeks of onrechtstreeks het bezit zou worden ontnomen van de investeringen die hen toebehoren op haar grondgebied.
2. Wanneer een afwijking van paragraaf 1 wordt gerechtvaardigd door het openbaar nut, de veiligheid of het nationaal belang, dan moeten de volgende voorwaarden vervuld worden :
  - a) de maatregelen worden genomen volgens een wettelijke procedure ;
  - b) ze zijn noch discriminatoir, noch strijdig met een bijzondere verbintenis ;
  - c) ze gaan vergezeld van maatregelen die voorzien in de betaling van een aangepaste en reële schadeloosstelling.
3. Het bedrag van de schadeloosstelling moet overeenstemmen met de werkelijke waarde van de betrokken investeringen op de dag vóór de datum waarop de maatregelen worden getroffen of bekendgemaakt.

De schadeloosstelling wordt betaald in de munt van de Staat waartoe de investeerder behoort of in een andere convertibele munt. Ze wordt onverwijld uitgekeerd en kan vrij worden overgemaakt.

Ze levert rente op tegen de normale commerciële rentevoet vanaf de datum van haar vaststelling tot de datum van uitbetaling.

4. Voor de in dit artikel behandelde kwesties verleent elke Overeenkomstsluitende Partij aan de investeerders van de andere Partij een behandeling die ten minste gelijk is aan die welke ze op haar grondgebied geeft aan de investeerders van de meest begunstigde natie. Die behandeling is in geen geval minder gunstig dan die welke het internationale recht waarborgt.

ARTIKEL 5.

OVERMAKINGEN.

1. Elke Overeenkomstsluitende Partij verleent aan de investeerders van de andere Overeenkomstsluitende Partij die op haar grondgebied investeringen hebben verricht, de vrije overmaking van hun liquide middelen, en inzonderheid van :
  - a) de inkomsten uit de investeringen, met inbegrip van de winsten, interesten, kapitaalopbrengsten, dividenden, royalties;
  - b) de bedragen die nodig zijn voor de terugbetaling van regelmatig aangegane leningen;
  - c) de opbrengst van de inning van schuldvorderingen of van een gehele of gedeeltelijke vereffening van de investeringen, met inbegrip van de meerwaarden of verhogingen van het geïnvesteerde kapitaal.
  - d) de ingevolge artikel 4 betaalde schadeloosstellingen;
  - e) de retributies en andere betalingen ingevolge licentierechten of commerciële, administratieve of technische bijstand.
2. De onderdanen van een Overeenkomstsluitende Partij die uit hoofde van een toegelaten investering op het grondgebied van de andere Overeenkomstsluitende Partij mogen werken, mogen tevens een passend deel van hun loon overmaken naar hun land van oorsprong.
3. Elke Overeenkomstsluitende Partij levert de nodige vergunningen af om ervoor te zorgen dat de overmakingen onverwijld kunnen gebeuren, zonder andere lasten dan de gebruikelijke taksen en kosten.

De in dit artikel vermelde waarborgen zijn ten minste gelijk aan die welke in gelijkaardige gevallen worden gegeven aan de investeerders van de meest begunstigde natie.

ARTIKEL 6.

WISSELKOERS.

1. De in de artikels 4 en 5 van deze Overeenkomst bedoelde overmakingen gebeuren tegen de wisselkoersen die van toepassing zijn op de datum van overmaking en overeenkomstig de deviezenreglementering die van kracht is in de Staat op wiens grondgebied de investering werd gedaan.
2. Die koersen mogen in geen geval minder gunstig zijn dan die welke voor investeerders van de meest begunstigde natie worden toegepast, onder meer wegens specifieke verbintenissen aangegaan in enige overeenkomsten of regelingen inzake bescherming van investeringen.
3. In elk geval dienen de toegepaste wisselkoersen rechtvaardig en billijk te zijn.



ARTIKEL 7.

SUBROGATIE.

1. Indien een Overeenkomstsluitende Partij of een openbare instelling ervan vergoedingen uitbetaalt aan eigen investeerders op grond van een garantie voor een investering, dan erkent de andere Overeenkomstsluitende Partij dat de rechten van de schadeloosgestelde investeerders zijn overgedragen aan de Overeenkomstsluitende Partij of de betrokken openbare instelling, die als verzekeraar is opgetreden.

Net als de investeerders, en binnen de grenzen van de overgedragen rechten, kan de verzekeraar door subrogatie de rechten van deze investeerders doen gelden en de erop betrekking hebbende vorderingen uitoefenen.

De subrogatie in de rechten strekt zich ook uit tot de rechten tot overmaking en arbitrage vermeld in de artikelen 5 en 10.

Die rechten en vorderingen kunnen door de verzekeraar worden uitgeoefend ten belope van de hoegrootheid van het risico die door de garantie wordt gedekt, en door de investeerder die de verzekering geniet, ten belope van de hoegrootheid van het risico die niet wordt gedekt.

2. In verband met de overgedragen rechten kan de andere Overeenkomstsluitende Partij aan de verzekeraar die in de rechten van de schadeloosgestelde investeerder is getreden, de verplichtingen opleggen die wettelijk of contractueel op die investeerder rusten.

ARTIKEL 8.

TOEPASSELIJKE REGELS.

Als een kwestie in verband met de investeringen niet alleen door deze Overeenkomst wordt geregeld, maar ook door de nationale wetgeving van een Overeenkomstsluitende Partij of door internationale overeenkomsten waarbij de Partijen partij zijn of worden, dan kunnen de investeerders van de andere Overeenkomstsluitende Partij zich beroepen op de bepalingen die voor hen het gunstigst zijn.

ARTIKEL 9.

BIJZONDERE OVEREENKOMSTEN.

1. Investeringsen waarvoor een specifiek akkoord werd gesloten tussen een Overeenkomstsluitende Partij en investeerders van de andere Partij, zijn onderworpen aan de bepalingen van deze Overeenkomst en aan die van het specifieke akkoord.
2. Elke Overeenkomstsluitende Partij leeft steeds de verbintenissen na die ze tegenover investeerders van de andere Overeenkomstsluitende Partij is aangegaan.

ARTIKEL 10.

REGELING VAN GESCHILLEN MET BETREKKING TOT DE INVESTERINGEN.

1. Van elk investeringsgeschil tussen een Overeenkomstsluitende Partij en een investeerder van de andere Overeenkomstsluitende Partij wordt door de meest gereede partij schriftelijk kennis gegeven, waarbij het voldoende gedetailleerd wordt omschreven.

In de mate van het mogelijke wordt dat geschil op minnelijke wijze geregeld tussen de partijen bij het geschil en, bij gebrek daaraan, door een verzoeningsprocedure tussen de Overeenkomstsluitende Partijen langs diplomatieke weg.

2. Bij gebrek aan een minnelijke regeling, tussen de partijen bij het geschil rechtstreeks of via een verzoeningsprocedure langs diplomatieke weg, binnen zes maanden na de kennisgeving, wordt het geschil, met uitsluiting van elk ander juridisch verhaal, aan internationale arbitrage onderworpen. Met dat doel geeft elke Overeenkomstsluitende Partij haar voorafgaande en onherroepelijke toestemming om elk geschil aan die arbitrage te onderwerpen. Die toestemming houdt in dat zij niet zal eisen dat de interne administratieve of juridische procedures worden uitgeput.
3. Als internationale arbitrage wordt gevraagd, wordt het geschil op verzoek van één der partijen bij het geschil voor arbitrage voorgelegd aan het Internationaal Centrum voor Regeling van Investeringsgeschillen (I.C.S.I.D.), dat is opgericht door het "Verdrag tot regeling van investeringsgeschillen tussen Staten en onderdanen van andere Staten", ter ondertekening opengesteld te Washington op 18 maart 1965, zodra elke Overeenkomstsluitende Staat tot dat Verdrag is toegetreden. Zolang die laatste voorwaarde niet is vervuld, stemt elke Overeenkomstsluitende Partij ermee in dat het geschil aan arbitrage wordt onderworpen volgens de regels van het Aanvullende Mechanisme van het I.C.S.I.D.

4. Geen Overeenkomstsluitende Partij, die partij is bij een geschil, zal in enig stadium van de arbitrageprocedure of van de uitvoering van een scheidsrechterlijke uitspraak als verweer aanvoeren dat de investeerder die tegenpartij is bij het geschil, een vergoeding ter uitvoering van een verzekeringspolis of van de in artikel 7 van deze Overeenkomst vermelde garantie heeft ontvangen, die het geheel of een gedeelte van zijn verliezen dekt.
  
5. Het scheidsgerecht beslist op grond van het nationale recht van de Overeenkomstsluitende Partij die partij is bij het geschil en de investering op haar grondgebied heeft, met inbegrip van de regels inzake wetsconflicten, van de bepalingen van deze Overeenkomst, de bepalingen van het specifieke akkoord dat eventueel werd gesloten met betrekking tot de investering, en de beginselen van internationaal recht.
  
6. De arbitragebeslissingen zijn definitief en bindend voor de partijen bij het geschil. Elke Overeenkomstsluitende Partij verbindt zich ertoe ze uit te voeren overeenkomstig haar nationale wetgeving.

ARTIKEL 11.

MEEST BEGUNSTIGDE NATIE.

Voor alle kwesties met betrekking tot de behandeling van investeringen genieten de investeerders van elke Overeenkomstsluitende Partij op het grondgebied van de andere Partij de behandeling van de meest begunstigde natie.

ARTIKEL 12.

GESCHILLEN TUSSEN OVEREENKOMSTSLUITENDE PARTIJEN INZAKE  
INTERPRETATIE OF TOEPASSING.

1. Elk geschil betreffende de interpretatie of de toepassing van deze Overeenkomst moet zo mogelijk worden geregeld langs diplomatieke weg.
2. Bij gebrek aan een regeling langs diplomatieke weg wordt het geschil voorgelegd aan een gemengde commissie met vertegenwoordigers van beide Partijen ; die commissie vergadert op verzoek van de meest gereede Partij en zonder ongerechtvaardigde vertraging.
3. Indien de gemengde commissie het geschil niet kan regelen, wordt het op verzoek van één van de Overeenkomstsluitende Partijen onderworpen aan arbitrage, die voor elk geval apart als volgt wordt ingesteld :

Elke Overeenkomstsluitende Partij wijst een scheidsrechter aan binnen twee maanden vanaf de datum waarop een van de Overeenkomstsluitende Partijen de andere in kennis heeft gesteld van haar voornemen het geschil aan arbitrage te onderwerpen. Binnen twee maanden na hun aanwijzing wijzen de twee scheidsrechters in onderling overleg een onderdaan van een derde Staat aan als voorzitter van het scheidsgerecht.

Indien deze termijnen worden overschreden, kan een van de Overeenkomstsluitende Partijen de Voorzitter van het Internationaal Gerechtshof verzoeken de scheidsrechter of scheidsrechters te benoemen.

Indien de Voorzitter van het Internationaal Gerechtshof onderdaan is van een Overeenkomstsluitende Partij of van een Staat waarmee een Overeenkomstsluitende Partij geen diplomatieke banden heeft, of als hij om een andere reden is verhinderd, wordt de Ondervoorzitter van het Internationaal Gerechtshof verzocht die benoeming te doen.

4. Het aldus **g**amengestelde scheidsgerecht stelt zijn eigen procedureregels vast. Zijn beslissingen worden bij meerderheid van stemmen genomen en zijn definitief en bindend voor de Overeenkomstsluitende Partijen.
  
5. Elke Overeenkomstsluitende Partij draagt de kosten die zijn verbonden aan de aanwijzing van haar scheidsrechter. De uitgaven met betrekking tot de aanwijzing van de derde scheidsrechter en de werkingskosten van het scheidsgerecht worden gelijkelijk gedragen door de Overeenkomstsluitende Partijen.



ARTIKEL 13.

VOORAFGAANDE INVESTERINGEN.

Deze Overeenkomst is ook van toepassing op de investeringen verricht voor haar inwerkingtreding door investeerders van één Overeenkomstsluitende Partij op het grondgebied van de andere Partij in overeenstemming met haar wetten en reglementeringen. Ze is evenwel niet van toepassing op de investeringen verricht vóór 30 april 1975.

ARTIKEL 14.

INWERKINGTREDING EN DUUR.

1. Deze Overeenkomst treedt in werking één maand na de datum waarop de Overeenkomstsluitende Partijen hun akten van bekrachtiging hebben uitgewisseld.  
Ze blijft van kracht gedurende een termijn van tien jaar.

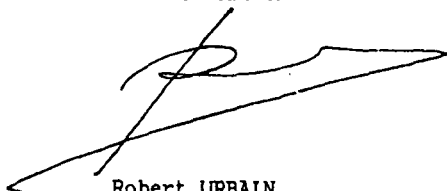
Tenzij een Overeenkomstsluitende Partij ze ten minste zes maanden vóór het einde van de geldigheidstermijn opzegt, wordt ze telkens stilzwijgend verlengd voor een nieuwe termijn van tien jaar, en elke Overeenkomstsluitende Partij heeft het recht ze op te zeggen met kennisgeving ten minste zes maanden vóór het einde van de lopende geldigheidstermijn.

2. Investerings die vóór de datum van beëindiging van deze Overeenkomst werden verricht, blijven onder haar toepassing vallen gedurende een termijn van tien jaar na die datum.

TEN BLIJKE WAARVAN, de ondergetekende vertegenwoordigers, daartoe gemachtigd door hun onderscheiden regering, deze Overeenkomst hebben ondertekend.

GEDAAN te Hanoi, op vierentwintig januari negentienhonderd eenennegentig, in twee oorspronkelijke exemplaren in de Nederlandse, de Franse en de Vietnamese taal.  
In geval van geschil tussen de teksten is die in de Franse taal rechtsgeldig.

VOOR DE BELGISCH-LUXEMBURGSE  
ECONOMISCHE UNIE :



Robert URBAIN,  
Minister van Buitenlandse  
Handel.

VOOR DE REGERING  
VAN DE SOCIALISTISCHE REPUBLIEK  
VIETNAM :



VO DONG GIANG,  
Minister,  
Vice-Voorzitter van het Staats-  
comité voor Samenwerking en  
Investerings.

[ VIETNAMESE TEXT — TEXTE VIETAMIEN ]

HIỆP ĐỊNH

GIỮA

LIÊN MINH KINH TẾ BỈ - LUC-XAM-BUA

VÀ

NƯỚC CỘNG HÒA XÃ HỘI CHỦ NGHĨA VIỆT NAM  
VỀ VIỆC KHUYẾN KHÍCH VÀ BẢO HỘ ĐẦU TƯ  
LÃN NHAU

---

CHÍNH PHỦ VƯƠNG QUỐC BỈ

nhân danh mình và nhân danh Chính phủ Đại công quốc Luc-xăm-bua, theo các Hiệp định hiện hành,

và

CHÍNH PHỦ NƯỚC CỘNG HÒA XÃ HỘI CHỦ NGHĨA VIỆT NAM

Với lòng mong muốn tăng cường hợp tác kinh tế, tạo các điều kiện thuận lợi cho đầu tư của các kiều dân của một Bên ký kết trên lãnh thổ của Bên ký kết kia, đã thoả thuận những điều sau :

ĐIỀU 1

CÁC ĐỊNH NGHĨA

Để thi hành Hiệp định này,

1. Thuật ngữ "Người đầu tư" dùng để chỉ :

- a) "Các công dân", có nghĩa là những thể nhân theo pháp luật của các nước ký kết, được coi là công dân Bỉ, Luc-xăm-bua hoặc Việt Nam;
- b) "Các công ty" có nghĩa là mọi pháp nhân được thành lập phù hợp với pháp luật Bỉ, Luc-xăm-bua hoặc Việt Nam có trụ sở đóng trên lãnh thổ Bỉ, Luc-xăm-bua hoặc Việt Nam.

2. Thuật ngữ "Đầu tư" dể chỉ bất kể nhân tố hoạt động nào và mọi đóng góp trực tiếp hay gián tiếp, bằng tiền, hiện vật hay dịch vụ được đầu tư hay tái đầu tư trong bất kỳ lĩnh vực hoạt động kinh tế nào.

Theo Hiệp định này, được coi là đầu tư và đặc biệt nhưng không phải duy nhất là :

- a) Các động sản, bất động sản và cũng như tất cả các quyền thực tế khác nhau : cầm cố, ưu đãi, bảo lãnh, hoa lợi và các quyền tương tự;
- b) Các cổ phần, các đóng góp vào các công ty và mọi hình thức tham gia khác, cho dù là thiểu số hoặc gián tiếp vào trong các công ty được lập nên trên lãnh thổ của một trong các Bên ký kết;
- c) Các nghĩa vụ, giấy ủy quyền và các quyền đại diện có giá trị kinh tế;
- d) Các quyền tác giả, các quyền sở hữu công nghiệp, các qui trình kỹ thuật và các tên gọi và quĩ kinh doanh;
- e) Các chuyển nhượng theo luật pháp hay theo hợp đồng, nhất là các chuyển nhượng về thăm dò, trồng trọt, tinh chế hoặc khai thác các tài nguyên thiên nhiên.

Mọi thay đổi về hình thức pháp lý mà trong đó các tài sản và vốn đã được đầu tư hoặc tái đầu tư, không ảnh hưởng đến tính chất đầu tư theo qui định của Hiệp định này.

3. Thuật ngữ "Thu nhập" để chỉ những khoản tiền được tạo ra bởi một đầu tư và đặc biệt nhưng không phải duy nhất là : các khoản lợi nhuận, lãi, các khoản tăng vốn, lãi cổ phần, hoa hồng hoặc các khoản bồi thường.

ĐIỀU 2

THỨC ĐẨY ĐẦU TƯ

1. Mỗi Bên ký kết khuyến khích các đầu tư trên lãnh thổ của mình do các người đầu tư của phía Bên kia thực hiện và chấp thuận các đầu tư này phù hợp với pháp luật của mình.
2. Đặc biệt, mỗi Bên ký kết sẽ cho phép ký kết và thi hành các hợp đồng licence và các thoả thuận trợ giúp thương mại, hành chính hoặc kỹ thuật, chùng nào những hoạt động này có liên quan đến các đầu tư.

ĐIỀU 3

**BẢO HỘ ĐẦU TƯ**

1. Tất cả các đầu tư, trực tiếp, hoặc gián tiếp, được thực hiện bởi những người đầu tư của một trong các Bên ký kết trên lãnh thổ của phía Bên kia, được hưởng một sự đối xử công bằng, bình đẳng.
2. Trừ những biện pháp cần thiết cho việc duy trì trật tự công cộng, các đầu tư này được hưởng sự an toàn và bảo hộ thường xuyên, loại trừ mọi biện pháp vô căn cứ hoặc phân biệt đối xử có thể gây cản trở về pháp lý hoặc trên thực tế đối với việc quản lý, việc bảo dưỡng, việc sử dụng, việc hưởng thụ hoặc việc thanh lý những đầu tư đó.
3. Sự đối xử và sự bảo hộ được xác định ở khoản 1 và 2 ít ra là bằng với sự đối xử và bảo hộ mà những người đầu tư của một quốc gia thứ ba được hưởng và trong mọi trường hợp không thể kémthuận lợi hơn những điều mà pháp luật quốc tế thừa nhận.
4. Tuy nhiên, sự đối xử và bảo hộ này không mở rộng ra đến các ưu đãi mà một Bên ký kết dành cho những người đầu tư của một quốc gia thứ ba, do sự tham gia hoặc liên kết của mình vào một khu vực tự do trao đổi, một liên minh thuế quan, một thị trường chung hoặc mọi hình thức tổ chức kinh tế khu vực khác.

ĐIỀU 4

NHỮNG BIỆN PHÁP TƯỚC BỎ VÀ HẠN CHẾ QUYỀN  
SỞ HỮU

1. Mỗi Bên ký kết cam kết không tiến hành bất kể một biện pháp trưng thu hoặc quốc hữu hoá hoặc bất kể một biện pháp nào khác mà hậu quả của nó là tước quyền sở hữu trực tiếp hoặc gián tiếp của những người đầu tư của Bên ký kết kia về những đầu tư của họ trên lãnh thổ của mình.
2. Trong trường hợp do đòi hỏi cấp bách về nhu cầu công cộng, an ninh hoặc lợi ích quốc gia mà phải làm trái với khoản 1 của điều này, thì phải thực hiện các điều kiện sau đây :
  - a) Những biện pháp được tiến hành theo thủ tục hợp pháp;
  - b) Những biện pháp này không phân biệt đối xử, không trái với một sự cam kết cụ thể;
  - c) Những biện pháp này phải đi cùng với những qui định về việc trả một khoản bồi thường thích đáng và có hiệu lực.
3. Số tiền bồi thường cho những đầu tư liên quan phải tương ứng với giá trị thực của nó vào ngày hôm trước của ngày ra quyết định hoặc công bố quyết định.

Các khoản bồi thường được thanh toán bằng đồng tiền của nước người đầu tư hoặc bằng đồng tiền chuyển đổi khác. Các khoản này sẽ được chuyển trả ngay và được tự do chuyển. Các khoản bồi thường này sẽ được tính lãi theo lãi xuất thương mại thông thường, kể từ ngày xác định cho đến ngày thanh toán.
4. Về cách thức giải quyết được nêu trong điều khoản này, mỗi Bên ký kết sẽ giành cho những người đầu tư của Bên kia một sự đối xử ít nhất cũng bằng sự đối xử mà họ giành cho những người đầu tư của quốc gia được ưu đãi nhất trên lãnh thổ của mình. Trong mọi trường hợp sự đối xử này không kém thuận lợi hơn sự đối xử được pháp luật quốc tế thừa nhận.



ĐIỀU 5

SỰ CHUYỂN

1. Mỗi Bên ký kết, trên lãnh thổ của mình có đầu tư được thực hiện bởi những người đầu tư của Bên kia, giành cho những người đầu tư này sự tự do chuyển các khoản tiền và nhất là :
  - a) Các thu nhập về đầu tư kể cả lợi nhuận, lãi, lợi tức, lãi cổ phần, tiền hoa lợi;
  - b) Những khoản tiền cần thiết để hoàn trả những khoản vay hợp pháp;
  - c) Hoa lợi thu nợ, thanh lý toàn bộ hoặc từng phần các đầu tư, bao gồm khoản tăng giá trị hoặc các khoản tăng vốn đầu tư;
  - d) Các khoản bồi thường được thực hiện theo điều 4;
  - e) Tiền trả định kỳ và những thanh toán khác có được từ quyền sử dụng giấy phép và trợ giúp thương mại, hành chính hoặc kỹ thuật.
2. Các công dân của mỗi Bên ký kết được phép hoạt động cho một đầu tư được chấp thuận trên lãnh thổ của Bên kia, cũng được phép chuyển về nước một số lượng thích hợp các thu nhập của mình.
3. Mỗi Bên ký kết sẽ cho phép tiến hành ngay việc chuyển mà không có những chi phí nào khác ngoài thuế và chi phí thông thường. Những bảo đảm nêu trong điều khoản này ít ra cũng bằng những bảo đảm giành cho những người đầu tư của quốc gia được ưu đãi nhất trong những trường hợp tương tự.

ĐIỀU 6

TỶ GIÁ HỐI ĐOẠI

1. Các việc chuyển nói tại Điều 4 và 5 của Hiệp định này được thực hiện theo tỷ giá hối đoái áp dụng vào ngày chuyển và theo qui định hiện hành về hối đoái trên lãnh thổ của quốc gia có dầu tư.
2. Tỷ giá này trong mọi trường hợp sẽ không kém thuận lợi hơn tỷ giá giành cho các nhà dầu tư của quốc gia được ưu đãi nhất, nhất là theo những cam kết cụ thể được nêu trong bất cứ Hiệp định hoặc thoả thuận nào về bảo hộ dầu tư.
3. Trong mọi trường hợp, tỷ giá được áp dụng sẽ công bằng và thoả đáng.

ĐIỀU 7

THỂ QUYỀN

1. Nếu một trong những Bên ký kết hoặc một cơ quan Nhà nước của Bên ký kết đó trả các khoản bồi thường cho những người đầu tư của mình theo một bảo đảm giành cho một đầu tư, thì Bên ký kết kia thừa nhận rằng các quyền của những người đầu tư được bồi thường đã được chuyển giao cho bên ký kết hoặc cho cơ quan Nhà nước có liên quan, với tư cách là người bảo hiểm.

Cùng một tư cách như những người đầu tư và trong khuôn khổ các quyền được chuyển giao, người bảo hiểm thông qua việc thế quyền được tiến hành và thực hiện các quyền của những người đầu tư nói trên và những yêu cầu có liên quan.

Sự thế quyền cũng được mở rộng tới các quyền về chuyển giao và về trọng tài được nêu trong Điều 5 và 10.

Các quyền và hành động này có thể do người bảo hiểm thực hiện trong giới hạn phần rủi ro mà Hợp đồng bảo hiểm nhận đền bù, còn phần rủi ro mà hợp đồng không nhận đền bù thì do người đầu tư được hưởng bảo hiểm thực hiện.

2. Về các quyền chuyển giao, Bên ký kết kia được yêu cầu người bảo hiểm là người thế quyền cho những người đầu tư được bồi thường phải thực hiện nghĩa vụ mà luật pháp hoặc hợp đồng ràng buộc những người đầu tư này.

ĐIỀU 8

LUẬT LỆ ĐƯỢC ÁP DỤNG

Khi một vấn đề liên quan tới đầu tư cùng được điều chỉnh bởi Hiệp định này và bởi luật quốc gia của một trong những Bên ký kết hoặc bởi các Công ước quốc tế hiện hành hoặc được các Bên ký kết tham gia trong tương lai, những người đầu tư của Bên ký kết kia được vận dụng những điều khoản thuận lợi nhất cho mình.

ĐIỀU 9

NHỮNG THỎA THUẬN ĐẶC BIỆT

1. Những đầu tư áp một thoả thuận đặc biệt giữa một trong các Bên ký kết và các người đầu tư của Bên ký kết kia sẽ được điều chỉnh bởi những điều khoản của Hiệp định này và những điều khoản của thoả thuận đặc biệt đó.
2. Lỗi Bên ký kết bảo đảm luôn luôn tôn trọng những cam kết đối với những người đầu tư của phía Bên ký kết kia.

ĐIỀU 10

GIẢI QUYẾT CÁC TRANH CHẤP  
VỀ ĐẦU TƯ

1. Mọi tranh chấp liên quan tới đầu tư giữa một người đầu tư của một trong các Bên ký kết và Bên ký kết kia được trình bày trong một thông báo viết, kèm theo một bản ghi nhớ đầy đủ chi tiết do bên quan tâm nhất đưa ra.

Trong chừng mực có thể, tranh chấp này được giải quyết bằng thoả thuận giữa các bên tranh chấp và nếu không thì bằng sự hoà giải giữa các Bên ký kết theo đường ngoại giao.

2. Nếu không giải quyết được bằng thoả thuận trực tiếp giữa các bên tranh chấp hoặc bằng hoà giải theo đường ngoại giao trong vòng 6 tháng kể từ khi gửi thông báo thì vấn đề tranh chấp sẽ được đệ trình lên trọng tài quốc tế, loại trừ mọi hình thức phân xử khác.

Với mục đích này, mỗi Bên ký kết thoả thuận trước và thoả thuận này là không thay đổi rằng mọi tranh chấp sẽ được đệ trình lên trọng tài này. Sự thoả thuận này có nghĩa là các Bên ký kết từ bỏ đòi hỏi xử lý bằng biện pháp hành chính hoặc tư pháp trong nước.

3. Trong trường hợp có yêu cầu trọng tài quốc tế, thì việc tranh chấp được đệ trình theo yêu cầu của bên tranh chấp này hoặc bên tranh chấp kia lên Trọng tài Trung tâm quốc tế giải quyết các tranh chấp liên quan tới đầu tư (CIRDI) được thành lập theo "Công ước về giải quyết các tranh chấp liên quan tới đầu tư giữa các quốc gia và các kiều dân của các quốc gia khác" đưa ra để ký kết tại Washington ngày 18 tháng 3 năm 1965, khi các Bên ký kết Hiệp định này là thành viên Công ước này. Chừng nào điều kiện này chưa được thực hiện, mỗi Bên ký kết chấp thuận đệ trình tranh chấp lên trọng tài phù hợp với qui định của cơ chế bổ sung của CIRDI.

4. Không một Bên ký kết nào là một bên của vụ tranh chấp được nêu lên những phản bác trong bất cứ giai đoạn nào của quá trình phân xử cũng như của việc thực hiện phán quyết của trọng tài do việc người đầu tư là bên tranh chấp kia nhận được một khoản bồi thường toàn bộ hoặc một phần các mất mát của họ do thực hiện một văn bản bảo hiểm hoặc bảo đảm được nêu ở Điều 7 của Hiệp định này.
5. Toà án trọng tài sẽ phán quyết trên cơ sở pháp luật quốc gia của Bên ký kết liên quan đến tranh chấp mà trên lãnh thổ của bên đó có sự đầu tư, bao gồm cả những qui định liên quan đến các xung đột pháp luật, những điều khoản của Hiệp định này, những qui định của thoả thuận đặc biệt về đầu tư cũng như những nguyên tắc của luật pháp quốc tế.
6. Các phán quyết của toà án trọng tài là cuối cùng và bắt buộc đối với các bên tranh chấp, mỗi Bên ký kết cam kết thực hiện các quyết định này phù hợp với pháp luật nước mình.

ĐIỀU 11

NƯỚC ĐƯỢC ƯU ĐÃI NHẤT

Về mọi vấn đề liên quan tới việc đối xử đối với các đầu tư, các người đầu tư của mỗi Bên ký kết được hưởng trên lãnh thổ của Bên kia sự đối xử dành cho nước được ưu đãi nhất.



ĐIỀU 12

CÁC TRANH CHẤP GIỮA CÁC BÊN KÝ KẾT  
VỀ GIẢI THÍCH HOẶC ÁP DỤNG HIỆP ĐỊNH

1. Mọi tranh chấp về giải thích hoặc áp dụng Hiệp định này phải được giải quyết, nếu có thể, bằng con đường ngoại giao.
2. Nếu không giải quyết được bằng con đường ngoại giao, thì vấn đề tranh chấp được đệ trình lên một Ủy ban hỗn hợp gồm đại diện của hai Bên; Ủy ban này họp theo yêu cầu của Bên quan tâm nhất và không có sự trì hoãn vô cớ.
3. Nếu Ủy ban hỗn hợp không giải quyết được vụ tranh chấp thì theo yêu cầu của Bên này hoặc Bên kia, vụ tranh chấp sẽ được đưa ra xem xét theo một thủ tục trọng tài vận dụng cho từng trường hợp riêng biệt theo cách sau đây :

Mỗi Bên ký kết sẽ chỉ định một trọng tài trong thời hạn 2 tháng kể từ ngày một trong các Bên ký kết thông báo cho phía Bên kia ý định đệ trình vấn đề tranh chấp lên trọng tài.

Hai tháng sau khi được chỉ định, hai trọng tài với một sự thoả thuận chung sẽ chỉ định một công dân có quốc tịch của một nước thứ ba làm Chủ tịch Hội đồng trọng tài.

Nếu thời hạn này không được tuân thủ, thì Bên này hoặc Bên kia sẽ yêu cầu Chủ tịch Toà án quốc tế tiến hành bổ nhiệm một hoặc những trọng tài còn thiếu.

Nếu Chủ tịch Toà án quốc tế là công dân của Bên này hoặc Bên kia hoặc của một quốc gia mà Bên này hoặc Bên kia không có quan hệ ngoại giao hoặc nếu vì một lý do khác ông Chủ tịch không làm được việc này, thì Phó Chủ tịch Toà án quốc tế sẽ được mời tiến hành việc bổ nhiệm này.

4. Hội đồng trọng tài được thành lập như trên sẽ tự qui định những thủ tục riêng của mình. Các quyết định sẽ được thông qua theo đa số phiếu. Các quyết định này sẽ là cuối cùng và bắt buộc đối với các Bên ký kết.

5. Mỗi Bên ký kết sẽ chịu các chi phí về việc chỉ định trọng tài của mình. Các chi phí cho việc chỉ định người trọng tài thứ ba và các chi phí hoạt động của Hội đồng trọng tài sẽ được chia đều cho các Bên ký kết cùng chịu.

ĐIỀU 13

CÁC ĐẦU TƯ CÓ TỪ TRƯỚC

Hiệp định này cũng được áp dụng cho các đầu tư đã được thực hiện trước khi bản Hiệp định này có hiệu lực, do các người đầu tư của một trong các Bên ký kết thực hiện trên lãnh thổ của Bên ký kết kia phù hợp với luật và những qui định của bên đó. Tuy nhiên Hiệp định này không được áp dụng đối với các đầu tư có từ trước ngày 30 tháng 4 năm 1975.

ĐIỀU 14

HIỆU LỰC VÀ THỜI HẠN

1. Hiệp định này sẽ có hiệu lực sau một tháng kể từ ngày các Bên ký kết trao đổi các văn bản phê chuẩn.

Hiệp định này có hiệu lực trong 10 năm.

Ít nhất sáu tháng trước khi hết thời hạn có hiệu lực, nếu một trong các Bên ký kết không tuyên bố hủy Hiệp định thì mặc nhiên Hiệp định tiếp tục có hiệu lực trong một thời gian 10 năm nữa; mỗi Bên ký kết tự giành cho mình quyền tuyên bố hủy bỏ Hiệp định bằng một thông báo được đưa ra ít nhất là sáu tháng trước ngày hết hạn hiệu lực hiện hành.

2. Các đầu tư được thực hiện trước ngày hết hạn Hiệp định này vẫn chịu sự điều chỉnh của bản Hiệp định này thêm một giai đoạn là 10 năm nữa kể từ ngày Hiệp định này hết hiệu lực.

Để làm tin, các đại diện ký dưới đây đã được phép của các Chính phủ mình ký Hiệp định này.

Làm tại Hà Nội, ngày 24 tháng 1 năm 1991 thành hai bản gốc bằng tiếng Pháp, tiếng Néerlandaise và tiếng Việt Nam. Trong trường hợp có sự khác biệt giữa các văn bản thì sẽ lấy bản tiếng Pháp làm chuẩn.

THAY MẶT LIÊN MINH KINH TẾ  
BỈ - LUXEMBOUR



ROBERT URBAIN  
Bộ trưởng Ngoại thương

THAY MẶT CHÍNH PHỦ  
CỘNG HÒA XÃ HỘI CHỦ NGHĨA  
VIỆT NAM



VÕ ĐÔNG GIANG  
Bộ trưởng - Phó Chủ nhiệm  
Ủy ban Nhà nước về hợp tác và  
đầu tư

[TRANSLATION - TRADUCTION]

AGREEMENT BETWEEN THE BELGO-LUXEMBOURG ECONOMIC  
UNION AND THE SOCIALIST REPUBLIC OF VIET NAM ON THE  
RECIPROCAL PROMOTION AND PROTECTION OF INVESTMENTS

The Government of the Kingdom of Belgium, acting both on its own behalf and on that of the Government of the Grand Duchy of Luxembourg, under existing agreements, and

The Government of the Socialist Republic of Viet Nam,

Desiring to strengthen their economic cooperation by creating favourable conditions for investments by nationals of one Contracting Party in the territory of the other Contracting Party,

Have agreed as follows:

*Article 1. Definitions*

For the purposes of this Agreement,

1. The term "investors" shall mean:

(a) "Nationals", or in other words any individual who, under the law of the Contracting States, is considered to be a citizen of Belgium, Luxembourg or Viet Nam;

(b) "Companies", or in other words any corporation constituted in accordance with Belgian, Luxembourg or Vietnamese law and having its head office in the territory of Belgium, Luxembourg or Viet Nam.

2. The term "investments" shall mean any kind of asset and any direct or indirect benefit in cash, in kind or in services, invested or reinvested in any sector engaged in any form of economic activity.

Although not exclusively, the following shall be considered investments within the meaning of this Agreement:

(a) Movable and immovable property and any other right in rem, such as mortgages, preferences, securities, usufructs and similar rights;

(b) Shares, company shares and any other forms of participation, albeit minority or indirect, in companies constituted in the territory of one Contracting Party;

(c) Bonds, claims and rights to any benefit having an economic value;

(d) Copyrights, industrial property rights, technical processes, registered trade names and business assets;

(e) Business concessions under public law or by contract, including concessions for prospecting, cultivating, mining or developing natural resources.

Any change in the legal form in which assets and capital have been invested or reinvested shall not affect their status as investments for the purposes of this Agreement.

3. The term "income" shall mean the amounts yielded by an investment and more particularly, although not exclusively, profits, interest, capital increases, dividends, royalties and indemnities.

*Article 2. Promotion of investments*

1. Each Contracting Party shall encourage investments in its territory by investors of the other Contracting Party and shall admit such investments in accordance with its law.

2. In particular, each Contracting Party shall authorize the conclusion and execution of licensing contracts and commercial, administrative or technical assistance agreements, insofar as such activities are related to investments.

*Article 3. Protection of investments*

1. All direct or indirect investments made by the investors of one Contracting Party shall be accorded fair and equitable treatment in the territory of the other Contracting Party.

2. Subject to the measures necessary for the maintenance of public policy, such investments shall be safeguarded and protected at all times and shall not be subject to any unreasonable discriminatory measure that might, de jure or de facto, impede their management, use, maintenance, enjoyment or liquidation.

3. The treatment and protection defined in paragraphs 1 and 2 shall be no less favourable than those enjoyed by investors of a third State and in no case less favourable than those recognized by international law.

4. Nevertheless, such treatment and protection shall not include privileges which may be extended by either Contracting Party to investors of a third State in connection with its participation in or its association with a free trade area, a customs union, a common market or any other form of regional economic organization.

*Article 4. Expropriatory and restrictive measures  
in respect of property*

1. Each Contracting Party undertakes to refrain from any expropriation or nationalization measure or any other measure which could cause investors of the other Contracting Party to be dispossessed, directly or indirectly, of the investments belonging to them in its territory.

2. Should considerations of public or national interest or security justify derogation from paragraph 1, the following conditions must be fulfilled:

- (a) The measures shall be taken in accordance with the legal procedures;
- (b) They shall be neither discriminatory nor contrary to a specific commitment;
- (c) They shall be accompanied by provisions for the payment of an adequate and effective compensation.

3. The amount of compensation shall correspond to the real value of the investments concerned on the day prior to the adoption or publication of the measures.

Compensation shall be paid in the currency of the State to which the investor belongs or in any other convertible currency. It shall be paid without delay and be freely transferable. It shall accrue interest at the normal commercial rate from the date of its determination until the date of its payment.

4. In regard to the matters governed by this article, each Contracting Party shall accord to investors of the other Party treatment that is no less favourable than that which it grants in its territory to investors of the most favoured nation. In no case shall such treatment be less favourable than that recognized by international law.

#### *Article 5. Transfers*

1. A Contracting Party in whose territory investments have been made by investors of the other Contracting Party shall accord to such investors freedom of transfer of their liquid assets, including:

- (a) Investment income, including profits, interest, capital earnings, dividends and royalties;
- (b) Sums required for the reimbursement of duly contracted loans;
- (c) Proceeds from the recovery of debts or the total or partial liquidation of investments, including appreciation or increases of the invested capital;
- (d) Compensation paid under article 4;
- (e) Royalties and other payments deriving from licence rights and commercial, administrative or technical assistance.

2. Nationals of each Contracting Party who have been authorized to work in connection with an approved investment in the territory of the other Contracting Party shall also be authorized to transfer to their country of origin an appropriate portion of their remuneration.

3. Each Contracting Party shall issue the authorizations required to ensure the prompt execution of such transfers without charges other than the usual taxes and costs.

The guarantees provided under this article shall be no less favourable than those accorded in similar cases to investors of the most favoured nation.

#### *Article 6. Exchange rates*

1. The transfers referred to in articles 4 and 5 of this Agreement shall be effected at the exchange rates applicable on the date of the transfer and in accordance with the exchange regulations in force in the State in whose territory the investment has been made.

2. These rates shall in no case be less favourable than those accorded to investors of the most favoured nation under, for instance, specific commitments contained in any investment protection agreements or arrangements.

3. In all cases, the rates applied shall be fair and equitable.



*Article 7. Subrogation*

1. If one Contracting Party or a public agency of that Party pays compensation to its own investors by virtue of a guarantee given for an investment, the other Contracting Party shall recognize that the rights of the compensated investors have been transferred to the Contracting Party or the public agency concerned, in its capacity as insurer.

In the same manner as the investors, and within the limits of the rights thus transferred, the insurer may, by means of subrogation, exercise and invoke the rights of the said investors and the claims relating thereto.

The subrogation of rights shall also extend to the transfer and arbitration rights referred to in articles 5 and 10.

Such rights and actions may be exercised by the insurer, within the limits of the portion of risk covered by the contract of guarantee, and by the investor receiving the guarantee, within the limits of the portion of risk not covered by the contract.

2. Concerning the rights transferred, the other Contracting Party may invoke in regard to the insurer, subrogated in the rights of the compensated investors, the obligations legally or contractually incumbent on the latter.

*Article 8. Applicable rules*

When a matter relating to investments is governed both by this Agreement and by the national law of either Contracting Party or by existing international conventions or those to which the Parties will accede in the future, the investors of the other Contracting Party may avail themselves of the most favourable provisions.

*Article 9. Special agreements*

1. Investments made under a special agreement between one Contracting Party and investors of the other Party shall be governed by the provisions of this Agreement and of that special agreement.

2. Each Contracting Party shall at all times ensure respect for the commitments which it makes to investors of the other Contracting Party.

*Article 10. Settlement of investment disputes*

1. Any investment dispute between an investor of one Contracting Party and the other Contracting Party shall be the subject of written notification, accompanied by a sufficiently detailed memorandum, from the most diligent party.

As far as possible, such disputes shall be resolved amicably between the parties to the dispute and, failing this, by conciliation between the Contracting Parties through the diplomatic channel.

2. In the absence of an amicable settlement by direct arrangement between the parties to the dispute or by conciliation through the diplomatic channel within six months of its no-

tification, the dispute shall be submitted, to the exclusion of any other judicial remedy, to international arbitration.

To this end, each Contracting Party gives its irrevocable advance consent to the submission of any dispute to such arbitration. Such consent implies a waiver of the requirement that internal administrative or judicial remedies should first have been exhausted.

3. In the event of recourse to international arbitration, the dispute shall, at the request of either party to the dispute, be submitted for arbitration by the International Centre for the Settlement of Investment Disputes (ICSID), established by the Convention on the Settlement of Investment Disputes between States and Nationals of Other States, opened for signature at Washington on 18 March 1985, where each State Party to this Agreement is a party thereto. Insofar as this condition is not fulfilled, each Contracting Party shall consent to submission of the dispute to international arbitration in accordance with the regulations of the ICSID supplementary mechanism.

4. Neither Contracting Party, if a party to a dispute, shall object at any stage of the arbitration procedure or of the execution of an arbitral award to receipt by the investor who is the other party to the dispute of compensation covering all or part of his losses under an insurance policy or the guarantee provided for under article 7 of this Agreement.

5. The arbitral tribunal shall take a decision on the basis of the national law of the Contracting Party which is party to the proceedings in the territory where the investment is situated, including the rules relating to conflict of laws, the provisions of this Agreement and the terms of any special investment agreement, as well as the principles of international law.

6. Arbitral awards shall be final and binding on the parties to the dispute. Each Contracting Party shall undertake to execute the awards in accordance with its national law.

#### *Article 11. Most favoured nation*

In all matters relating to the treatment of investments, the investors of each Contracting Party shall enjoy, in the territory of the other Party, most-favoured-nation treatment.

#### *Article 12. Disputes between the contracting parties concerning the interpretation and application of the agreement*

1. Any dispute concerning the interpretation or application of this Agreement shall, as far as possible, be settled through the diplomatic channel.

2. Failing settlement through the diplomatic channel, the dispute shall be submitted to a joint commission consisting of representatives of the two Parties; the commission shall meet at the request of the most diligent Party and without any unreasonable delay.

3. If the joint commission is unable to resolve it, the dispute shall be submitted at the request of either Contracting Party to an arbitration procedure implemented, in each individual case, in the following manner:

Each Contracting Party shall appoint one arbitrator within two months of the date on which one Contracting Party notified the other of its intention to submit the dispute to ar-

bitration. Within two months following their appointment, the two arbitrators shall appoint by mutual agreement a national of a third State to serve as chairman of the arbitral panel.

If these deadlines are not met, either Contracting Party shall invite the President of the International Court of Justice to appoint the arbitrator or arbitrators that have not been appointed.

If the President of the International Court of Justice is a national of either Contracting Party or of a State with which neither Contracting Party has diplomatic relations or if, for another reason, he is prevented from performing this function, the Vice-President of the International Court of Justice shall be invited to make this appointment.

4. The panel thus established shall adopt its own rules of procedure. Its decisions shall be taken by majority vote; such decisions shall be final and binding on the Contracting Parties.

5. Each Contracting Party shall bear the cost of appointing its arbitrator. Costs relating to the appointment of the third arbitrator and the panel's operating costs shall be borne equally by the Contracting Parties.

#### *Article 13. Previous investments*

This Agreement shall also apply to investments made prior to its entry into force by investors of one Contracting Party in the territory of the other Contracting Party in accordance with its laws and regulations. However, it shall not apply to investments prior to 30 April 1975.

#### *Article 14. Entry into force and duration*

1. This Agreement shall enter into force one month from the date on which the Contracting Parties exchange their instruments of ratification.

It shall remain in force for a period of 10 years.

Unless one Contracting Party denounces the Agreement at least six months prior to the expiry of its period of validity, it shall on each occasion be tacitly renewed for a further period of 10 years, each Contracting Party reserving the right to denounce it by giving notice at least six months prior to the date of expiry of the current validity.

2. Investments made prior to the date of expiry of this Agreement shall remain subject to it for a period of 10 years from that date.

IN WITNESS WHEREOF the undersigned representatives, duly authorized by their respective Governments, have signed this Agreement.

DONE at Hanoi, on 24 January 1991, in two original copies in the French, Dutch and Vietnamese languages. In the event of divergence between the texts, the text in the French language shall prevail.

For the Belgo-Luxembourg Economic Union:

ROBERT URBAIN  
Minister of External Trade

For the Government of the Socialist Republic of Viet Nam:

VO DONG GIANG  
Minister  
Vice-President of the State Committee for Cooperation and Investments